



Appel unitaire des Fédérations de Fonctionnaires d'Eure-et-Loir

**Défense des services publics et de notre modèle social
Fonctionnaires, agents publics, tou-te-s en grève le 22 mai 2018**

La reconstitution d'un front unitaire complet dans l'ensemble de la Fonction Publique souligne combien le gouvernement est en difficulté quant à sa volonté d'imposer des réformes régressives : avec toutes leurs organisations syndicales les agents de la Fonction Publique font massivement entendre leur refus de la mise à mal des missions de services publics, de la dégradation des conditions de travail, du gel des salaires.

Alors qu'est engagée une tentative d'ampleur inédite de casse de la Fonction Publique et de division des salarié-e-s; nous, organisations syndicales d'Eure-et-Loir appelons les fonctionnaires, les agents publics et les usagers à venir manifester le 22 mai 2018 pour soutenir les revendications suivantes :

- ✓ Préserver mais aussi développer le Statut général des fonctionnaires, leurs statuts particuliers et leurs régimes de retraite,
- ✓ Faire respecter l'égalité professionnelle et gagner de nouveaux droits,
- ✓ Création d'emplois statutaires dans les services qui en ont besoin et un nouveau plan de titularisation pour permettre le développement des missions de service public au service de l'intérêt général,
- ✓ Rejet du projet de suppression de 120 000 emplois et du recours accru au contrat qui dégraderont les conditions de travail des agent-es. Nos organisations syndicales considèrent que le développement de la contractualisation constitue une attaque contre le statut, de même que la possible rémunération «*au mérite*» assise sur des critères antinomiques de ceux du Service Public,
- ✓ Réelle amélioration du pouvoir d'achat pour toutes et tous les agent-es : fin du gel de la valeur du point d'indice et sa revalorisation, rattrapage des pertes subies, abrogation de la journée de carence, respect des engagements en matière d'évolution de carrière et amélioration des déroulements de carrière.

TOU-TE-S MOBILISE-E-S LE 22 MAI !!!



**Manifestation Départementale
à Chartres 14h30
Place Châtelet**

Pas de République sans Service Public !



**Pour un service public d'éducation
NATIONAL, de qualité, gratuit,
construisant un droit
égal d'accès à**



l'éducation POUR TOU-TE-S !!!

Pour de bonnes conditions
d'études, et une orientation
scolaire gratuite, indépendante
des intérêts économiques



Maintien et extension des CIO,
Baisse des effectifs par classe
=
Hausse du nombre de postes de titulaires

Pour un service public
indépendant des pouvoirs
locaux ou d'une trop forte
tutelle d'un gouvernement



Déconnexion de l'emploi et du salaire
=
Titularisation des contractuel-le-s
Pas d'individualisation des rémunérations

Pour une véritable
reconnaissance de notre travail
et de notre niveau de diplôme,
ainsi que des difficultés de
notre métier



Hausse de salaire
=
Hausse du point d'indice
Suppression de la journée de carence

Pour un service public
d'éducation national



Le bac 1^{er} grade universitaire et épreuve
nationale anonyme
=
Retrait de la loi ORE
Retrait du projet de réforme du bac
Retrait du projet de réforme du lycée

Pour donner plus de pouvoir
aux personnels et à leurs
représentants syndicaux, pour
mieux défendre et représenter
les collègues



Représentativité renforcée en Comités
Techniques, en Commissions
Administratives et en Comité Hygiène,
Sécurité et Conditions de Travail
=
Pas de fusion des CHSCT et des Comités
Techniques, pas de recul sur les
Commissions Administratives Paritaires

**TOU-TE-S
MOBILISE-E-S LE
22 MAI !!!**

LES RICHESSES QUI ÉCHAPPENT AU SERVICE PUBLIC

Des services publics au régime sec...

Les politiques fiscales aux bénéfices des hauts revenus et du capital ont sciemment réduit les recettes de l'État depuis plus de vingt ans. Les exonérations de cotisations sociales au nom de la lutte contre le chômage, les fraudes aux cotisations des entreprises, le sous-emploi, ont, de leur côté, fragilisé la sécurité sociale.

Ce sont autant de ressources qui manquent pour financer les services publics, faire les investissements nécessaires à leur adaptation et leur développement, améliorer la situation des personnels qui les font vivre* et réduire les inégalités en renforçant l'accès aux droits de toutes et tous.

Les différents gouvernements depuis plusieurs décennies désarment budgétairement l'État et la puissance publique.

► **Une richesse qui échappe à la puissance et aux politiques publiques d'intérêt général** que l'on peut chiffrer à hauteur d'environ à minima 130 Milliards d'euros (fraude et optimisation fiscale et fraude sociale (dont TVA, travail non déclaré...)) ;

► **Des recettes perdues qui manquent en grande partie pour répondre aux besoins sociaux et les financer** (santé, éducation, alimentation, logement, transport...), à la recherche et à la transition écologique.

Il faut :

► **Une dépense publique redistributive** à travers la protection sociale, mais surtout conçue comme un outil au service de l'investissement, de la socialisation et de la mutualisation y compris quand elle finance le fonctionnement des services publics avec ses fonctionnaires et contractuel-les.

► **Une dimension contributive à revaloriser** à travers le consentement à l'impôt en particulier des très riches et des très grosses sociétés et multinationales à proportion au moins égale aux autres.

* % de smicards dans la Fonction publique : 20% (11% dans le privé)



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

La lutte contre les inégalités nécessite une politique économique, budgétaire, fiscale qui, au lieu de présenter la dépense publique comme des fonds perdus et néfastes, la valorise comme investissement pour toutes et tous dans l'intérêt général.

Quelques chiffres pour la France

Évasion fiscale de 60 à 80 Milliards d'euros	Salaire d'un fonctionnaire de catégorie A (indice moyen, cotisations comprises) 45 000 à 50 000 euros/an
Fraude sociale (alimentée à plus de 90% par les employeurs : TVA non acquittée, travail non déclaré...) environ 25 Milliards d'euros	Recrutement de 10 000 enseignants 450 Millions d'euros/an
Coût pour l'État pacte de responsabilité et CICE 40 Milliards d'euros	Construction d'un collège 15 Millions d'euros
Coût pour l'État réforme de l'ISF 4,5 Milliards d'euros (source Bercy)	Construction d'un lycée 35 à 40 Millions d'euros
Coût pour l'État prélèvement forfaitaire unique (PFU dit flat tax) 1,5 Milliards d'euros	Construction d'un hôpital 500 Millions d'euros
Richesse des 500 premières fortunes de France 570 Milliards d'euros soit l'équivalent de 25% du PIB	
Avoirs fiscaux détenus à l'étranger par des particuliers 300 Milliards d'euros	
Bénéfices du CAC 40 95 Milliards d'euros	

Un rapport mondial des inégalités

Le premier rapport du genre de 100 économistes mondiaux dont Piketty, Zucman, Zaez... sur les inégalités mondiales 2018 (World Inequality Report 2018) présente et analyse la répartition des richesses et l'évolution des inégalités économiques dans le monde depuis 1980 jusqu'en 2016.

Il précise que les inégalités croissent et continueront (projection jusqu'en 2050) partout sauf si les institutions publiques (dont les SP) et les politiques publiques en décident autrement. Car ce rapport montre que ces inégalités ont augmenté à cause des politiques fiscales (diminution de recettes liées aux impôts directs), de la diminution des dépenses publiques, des privatisations au bénéfice des très riches et de certaines entreprises... Le capital privé augmente au détriment du capital public qui baisse.

Ces inégalités et leurs hauteurs sont « un fléau mondial préjudiciable à l'avenir du progrès humain ».

En France, les 1% les plus riches ont vu leur revenu moyen progresser de 98% entre 1983 et 2014 contre 31% pour le reste de la population, soit les 99% restants !



Ordinateurs en panne, réseaux saturés, imprimantes hors-services, applications non mises à jour, vidéoprojecteurs non installés....autant de problèmes qui sont le quotidien des personnels et des élèves des collèges d'Eure-et-Loir. Aujourd'hui, le Conseil Départemental (CD) et son président font mine de découvrir ces problèmes et annoncent par voie de presse leur volonté de remettre en cause le Partenariat Public-Privé conclu en 2007 avec la société ADN... Pour que la nouvelle solution retenue par le CD corresponde à toutes les attentes et besoins des personnels comme des usagers, la section FSU 28 vous invite :

Informatique dans les collèges d'Eure-et-Loir : Quels moyens matériels et humains voulons-nous ?

Mardi 29 mai 2018

**Congrès d'étude
de 9h à 17h au local FSU**

3, rue Louis-Blériot - 28300 CHAMPHOL

Pesons maintenant et collectivement sur les choix du Conseil Départemental !

Inscrivez-vous dès maintenant par mail à fsu28@fsu.fr en précisant votre identité (nom et prénom) et votre corps (P.E. ou P.L.C. ou A.T.T.E...).

Vous recevrez en réponse la **convocation** et le **formulaire** à fournir à l'administration avant le **jeudi 24 mai au plus tard svp**

